



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Organisation mondiale du commerce

Ngozi Okonjo-Iweala, première femme à la tête de l'OMC

En pleine crise, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a décidé de mettre son destin entre les mains de ...

Économie

La Chine devient le premier partenaire commercial de l'UE

En 2020, le commerce de l'Union européenne avec l'empire du Milieu a totalisé 586 milliards de dollars, contre 555 avec les ... • (Page 08)



Plateforme Industrielle d'Adétikopé

• (Page 03)

ARISE IIP nomme un comité consultatif



Commune d'Ogou 1

• (Page 04)

Une aire de stationnement inaugurée à Agbonou-Sahélien

Enseignement supérieur

Bientôt une université à Kpalimé

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Prof Majesté Ihou Wateba a effectué ... • (Page 02)

Economie post-Covid-19

La BCEAO autorise des « Obligations de Relance »

Au regard du volume exceptionnel des émissions Bons Covid-19 » en avril 2020, au début de la pandémie, les Etats, après accord de la ... • (Page 04)

Ecobank

Hervé Assah devient administrateur non exécutif

Ecobank Transnational Incorporated (ETI), société mère du Groupe Ecobank, a annoncé le 10 février 2021, la cooptation de ... • (Page 06)

Plateforme industrielle

Adétikopé pourra être prête en juin 2021

Lundi, le ministre Kodjo Adédzé en charge du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale était sur le site de la Plateforme Industrielle ... • (Page 11)

REJOIGNEZ L'AVENIR

Moov Africa

MOOV TOGO DEVIENT MOOV AFRICA

Enseignement supérieur

Bientôt une université à Kpalimé

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Prof Majesté Ihou Wateba a effectué une visite de travail ce vendredi 12 février 2021 sur les sites identifiés pour accueillir le centre universitaire de la préfecture de Kloto.



● Bernard AFAWOUBO

Située à 120 Km au nord de Lomé, la ville de Kpalimé, chef-lieu de la préfecture de Kloto accueillera sous peu un centre universitaire. Pour identifier les sites qui accueilleront ce centre universitaire, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Prof Majesté Ihou Wateba a effectué une visite de travail le vendredi dernier. Ce centre qui sera érigé dans la région

des Plateaux aura pour spécificité la formation d'étudiants agronomes. Et sera dédié en partie à l'enseignement agropastoral, avant de se diversifier plus tard. A en croire le ministre Majesté Ihou Wateba, ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route du gouvernement qui prévoit la création de deux centres universitaires, l'un dans la région des Plateaux et l'autre dans la région des Savanes.

En sommes deux sites ont été identifiés, l'un dans la préfecture de Kloto pour abriter ce joyau, se situe dans le village de Hagnigban avec une superficie de 13 hectares, et l'autre est situé à Yokélé au bord de la nationale N°5 avec une superficie de 44 hectares. « Je pense que l'un mis dans l'autre et en tenant compte du fait qu'aujourd'hui, de grands réseaux routiers vont desservir la région, nous pensons que tous les ingrédients sont au point pour que cette belle région puisse abriter ce grand projet qui est une ambition personnelle du Chef de l'Etat », a laissé entendre le ministre à la suite de sa visite des lieux. Connu pour son climat exceptionnel, la préfecture de Kloto dispose d'un sol très riche et propice à la culture de produits vivriers et de rente à l'instar du café, cacao, etc.

Méso-finance

Cofina-Togo, un capital d'un demi-milliard FCFA !

C'est plus d'un demi-milliard FCFA que Cofina (Compagnie Financière Africaine) aura injecté dans son projet d'implantation au Togo. Alors que tout se met en place, y compris l'équipe dirigeante, on apprend que la filiale togolaise, la huitième du groupe ivoirien sur le continent africain, a été constituée en société anonyme (SA), au capital de 500 millions FCFA.

L'institution financière qui évolue dans la Méso-finance, un secteur encore trusté au Togo par SOGEMEF, revendique « un total bilan de 212 milliards F CFA à fin 2019, contre 158 milliards en 2018 et 155 en 2017 ». S'agissant des encours de crédit, ils « ont augmenté de 30% » pour atteindre « 146 milliards F CFA en 2019 », tandis que la même année, « les dépôts ont atteint 134 milliards de F CFA, soit une hausse de près de 29% », indique le groupe financier. Notons que si initialement le Top Management de Cofina-Togo



devait être coordonné par Kindoh Rodrigue Kouadio, c'est finalement Charles-Eric Akoumian Moulod qui assumera cette responsabilité. Un document consulté par Togo

First informe que le nouveau remplace par décision des administrateurs prise à l'unanimité, son prédécesseur, démissionnaire.

Avec Togo First

AUX DECIDEURS ...
Coronavirus et sécurité alimentaire

Lorsque la pandémie de COVID-19 a commencé, on en savait peu sur le SRAS-CoV-2 (le coronavirus) et sa survie dans les aliments, sur divers matériaux et sur les surfaces. Depuis lors, plusieurs agences de sécurité alimentaire ont évalué le risque de contamination potentielle du virus à partir d'aliments ou d'emballages alimentaires contaminés. Le consensus est qu'à l'heure actuelle, rien ne prouve qu'il s'agit d'un risque pour la sécurité sanitaire des aliments.

La principale voie d'infection est de personne à personne par contact les uns avec les autres, les gouttelettes respiratoires et les aérosols provenant de la toux, des éternuements et des conversations. Par conséquent, il n'est pas considéré comme un virus d'origine alimentaire.

Une question de recherche était de savoir si le virus est transmis par voie fécale-orale. La question s'est posée parce qu'une étude avait trouvé du matériel génétique viral dans des prélèvements anaux et du sang prélevé sur des patients. C'était un point important car l'un des symptômes du COVID-19 est la diarrhée. Cependant, à ce jour, aucun rapport n'indique une transmission fécale-orale du virus.

En outre, plusieurs études ont conclu que la diarrhée chez les patients atteints de COVID-19 n'est pas susceptible de se produire en cas d'ingestion d'aliments contaminés. Il s'agit plutôt de la voie du virus, du système respiratoire au tube digestif.

Le coronavirus semble stable à différentes valeurs de pH (3 à 10) à température ambiante. Des conditions plus alcalines et plus acides au-delà de cette plage semblent inactiver le virus. Cela signifie qu'il est peu probable qu'il survive à l'environnement acide de l'estomac. Il est bien établi que les virus causant des infections respiratoires peuvent être transmis par contact indirect dans l'environnement. Cela se produit lorsqu'une personne touche des surfaces contaminées puis touche sa bouche, son nez ou ses yeux, sans se laver les mains au préalable.

Diverses études expérimentales sur la survie du coronavirus sur différents types de surfaces dans différentes conditions ont été menées. Le virus a survécu sur différentes surfaces pendant différentes périodes de temps, en fonction des conditions environnementales et de la charge virale initiale.

Le consensus actuel est donc que le SRAS-CoV-2 n'est pas transmis par les aliments et qu'il est très peu probable qu'il soit transmis par les matériaux d'emballage alimentaire, mais il pourrait se propager en touchant des surfaces contaminées puis en touchant votre bouche, votre nez ou vos yeux. Il est donc très important de bien nettoyer et désinfecter les surfaces en contact avec les aliments et en particulier les surfaces et les ustensiles à fort contact dans un environnement alimentaire.

Des études ont montré que la couche grasseuse entourant le virus est perturbée, entraînant l'inactivation du virus lors de l'utilisation d'hypochlorite de sodium à 0,1% (eau de javel diluée), 0,5% de peroxyde d'hydrogène et 62% à 71% d'éthanol. Ces solutions réduisent toutes de manière significative le SRAS-CoV-2 sur les surfaces, après une minute d'exposition.

Plusieurs agences ont publié une liste de désinfectants approuvés pour une utilisation contre le SRAS-CoV-2 en milieu industriel, à savoir l'Agence américaine de protection de l'environnement, Santé Canada et l'Union européenne.

En conclusion, le plus grand risque lié au COVID-19 reste la transmission de personne à personne et le transfert par aérosol dans l'environnement alimentaire, y compris la fabrication, la vente au détail et la restauration. En fait, il y a eu plusieurs éclosions de COVID-19 de personne à personne parmi les travailleurs agricoles et dans les établissements de transformation des aliments.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Plateforme Industrielle d'Adétikopé

ARISE IIP nomme un prestigieux comité consultatif

ARISE Integrated Industrial Platforms (ARISE IIP), développeur et opérateur d'écosystèmes industriels de classe mondiale en l'Afrique, en charge de la construction de Plateforme Industrielle d'Adétikopé au Togo, annonce la création de son comité consultatif, composé d'éminents leaders des secteurs public et privé dont l'expérience et les compétences combinées permettront de façonner et d'accélérer la stratégie de croissance d'ARISE IIP.



COMMUNIQUE DE PRESSE

ARISE IIP, en charge de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé, nomme un prestigieux comité consultatif

Lomé, le 16 Février 2021 – ARISE Integrated Industrial Platforms (ARISE IIP), développeur et opérateur d'écosystèmes industriels de classe mondiale en l'Afrique, a annoncé la création de son comité consultatif. Ce comité est composé d'éminents leaders des secteurs public et privé dont l'expérience et les compétences combinées permettront de façonner et d'accélérer la stratégie de croissance d'ARISE IIP.

ARISE IIP, entreprise panafricaine spécialisée dans le développement de zones industrielles et leurs écosystèmes dédiés, a connu une expansion remarquable en Afrique de l'Ouest avec le développement de plateformes industrielles sur mesure accélérant l'industrialisation du continent africain.

Au Togo, Arise IIP est présent via la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA). Cette zone industrielle d'envergure, se situe au nord de Lomé, s'étendra sur une superficie de 400 Hectares et sera développée en deux phases. PIA a conceptualisé et va financer, construire et gérer une zone industrielle qui permettra la transformation locale des richesses naturelles togolaises et leur export.

Le montant total de l'investissement s'élève à 130 milliards de Francs CFA (soit 200 millions d'euros) et la livraison de la plateforme est prévue pour Juin 2021 (Phase 1).

A l'instar de la stratégie mise en œuvre à l'échelle de PIA, l'objectif principal d'ARISE IIP a toujours été la création d'écosystèmes industriels visant à générer une forte valeur ajoutée locale ainsi qu'une croissance durable. Alors qu'ARISE IIP continue à déployer avec succès sa stratégie de croissance, le comité consultatif fournira une plateforme pour soutenir et guider l'entreprise dans les prochaines phases de son développement. Ce comité permettra à PIA de bénéficier via ARISE IIP, du support des membres du comité, qui joueront un rôle clé en fournissant à la direction de l'entreprise, un support et du conseil de haut niveau en matière d'industrialisation, de durabilité, de digitalisation et d'intégration régionale.

Le comité stratégique d'ARISE IIP comprend:

- Colin Coleman** – Ancien Partner et PDG Afrique subsaharienne chez Goldman Sachs et maître de conférences au Jackson Institute for Global Affairs de l'université de Yale. Colin est également membre du conseil d'administration du groupe Foschini et coprésident Youth Employment Service.



- Bruno Delaye** – Ancien diplomate français de haut rang, Bruno Delaye est président d'Entreprise et Diplomatie, une branche du groupe ADIT, leader européen de l'intelligence stratégique. Il possède une vaste expérience dans le conseil stratégique aux entreprises opérant en Afrique.
- Laureen Kouassi-Olsson** – Dirigeante expérimentée dans le secteur des services financiers et du capital-investissement en Afrique. Laureen a passé les 8 dernières années en tant que directrice d'investissement au sein du fonds d'investissement français Amethis. Elle est la fondatrice et la directrice générale de Birimian, une holding d'investissement à long terme dédiée aux marques africaines. Elle siège au conseil d'administration de plusieurs institutions financières de premier plan sur le continent.
- Carlos Lopes** – Professeur à l'Université du Cap et à Sciences Po Paris et membre d'une dizaine de conseils d'administration, Carlos a dirigé plusieurs institutions des Nations unies, dont la Commission économique pour l'Afrique. Il a été à l'avant-garde de projets d'intégration économique tels que la zone de libre-échange continentale africaine, la réforme de l'Union africaine ou l'établissement de nouveaux partenariats avec l'Union européenne.
- Momar Nguer** – Conseiller principal du PDG de Total et ex-membre du comité exécutif du géant français du pétrole et du gaz, Momar a beaucoup travaillé sur tout le continent. Précédemment directeur général du marketing et des services de Total, il a contribué aux principales initiatives de la société en matière d'énergie verte.



Contact media:

Ama Tanoh
Responsable de la Communication
ama.tanoh@arisenet.com

N° RCCM : TG-LFW-01-2020-B16-00094
NIF : 1001713468 – CNSS : 130974
Parc Industriel Adetikope, Route Nationale N° 01 – BP 12917 Lomé – TOGO
+228 92681609 | pia@arisenet.com



FICHE TECHNIQUE PIA



La plateforme industrielle d'Adetikopé est située au nord de la ville de Lomé, à environ 15 km du centre-ville. La PIA s'étend sur 400 hectares et sera développée en deux phases :

- Phase 1 : 129 ha
- Phase 2 : 271 Ha

Infrastructures de la plateforme

La zone comprendra :

- Un espace industriel
- Un espace commercial
- Des espaces verts
- Un entrepôt
- Un parking de 800 camions
- Un parc à conteneurs
- Une zone résidentielle pour les travailleurs
- Des réservoirs d'eau
- Un poste de police
- Une caserne de pompiers
- Un centre médical
- Une cantine

Infrastructures communes

Pour une autonomie totale, notamment en termes d'énergie et de sécurité.

- Des réservoirs d'eau
- Un poste de police
- Une caserne de pompiers
- Un centre médical
- Des commerces
- Une cantine

Guichet unique

Pour faciliter les démarches administratives, un service à guichet unique regroupant tous les services et agences requis sera à la disposition des investisseurs, in situ.

- Le guichet unique comprendra entre autres les autorités et services suivants :
- Autorités d'enregistrement des sociétés
 - Autorités fiscales
 - Douanes
 - Services d'immigration (pour la délivrance de permis de travail / carte de séjour)
 - Autorités environnementales
 - Etc.

Secteurs clé d'activité

PIA vise à devenir une plaque tournante pour les secteurs industriels suivants :

- COTON**
 - Égrenage et filature
 - Tissage
 - Teinture et finition
 - Vêtement
- AGRO-TRANSFORMATION**
 - Soja (huile, gâteaux, torréfié)
 - Riz (transformation du riz)
 - Café
 - Cacao
 - Maïs
 - Sésame
 - Cacahuètes
 - Mangue
 - Ananas
- PRODUITS PHARMACEUTIQUES**
 - Médicaments génériques
- COSMÉTIQUES**
 - Produits de beauté et maquillage
- PERRUQUES**
- AUTOMOBILE**
 - Assemblage
 - Fabrication
- VOLAILLE**
- EMBALLAGE**
 - Sacs
- RECYCLAGE**
 - Recyclage du plastique et du métal
- INFRASTRUCTURE DE LA PLATEFORME**
 - Zone de stockage pour le coton
 - Zone dédiée à l'entreposage suffisante pour construire 200 000 m2 de hangars d'entreposage
- INFRASTRUCTURES COMMUNES**
 - Alimentation électrique dédiée
 - Guichet unique
 - Station centrale de traitement des effluents

Commune d'Ogou 1

Une aire de stationnement inaugurée

Le maire de la Commune d'Ogou 1, Yawa Kouigan a inauguré une aire moderne de stationnement à Agbonou-Sahélien ce lundi 15 février 2021.

● Bernard AFAWOUBO

Dans l'optique de canaliser les syndicats et les véhicules afin de permettre d'opérer en toute sécurité, le maire de la Commune d'Ogou 1 Yawa Kouigan a présidé ce lundi 15 Février 2021 à l'inauguration d'une aire moderne de stationnement à Agbonou-Sahélien. En vue de lutter contre la propagation de la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19, la cérémonie s'est déroulée dans le strict respect des mesures barrières édictées par le gouvernement togolais et a vu la présence du secrétaire général de la préfecture de l'Ogou, M. kon-do BITHO, des représentants du Programme Décentralisation et Gouvernance Locale (ProDeGoL/GIZ), des autorités civilo-militaires des services déconcentrés de l'État, des OSC, des responsables des CDQ, des syndicats de transporteurs et commerçants installés aux abords de la RN1. Selon le maire de la commune d'Ogou 1, Yawa Kouigan, cette aire est une résolution concrète des différents problèmes évoqués par les administrés afin de répondre aux objectifs de la décentralisation. Atakpamé est par essence, un carrefour qui se targue d'avoir toujours été à la croisée des grands courants d'échanges qui traversent la région en particulier et le pays en général. Un privilège apprécié à sa juste valeur, du moment où cela nous permet d'offrir à tout visiteur, la chaleur de notre hospitalité toute fraternelle. Mais une chose est de prendre à bras le corps, les responsabilités qui nous incombent tant elles grandissent au rythme de la croissance et du développement », a-t-elle déclaré. Elle a profité de l'occasion pour appeler les uns et les autres à jouer un rôle citoyen dans la gestion de cette infrastructure, à s'engager pour une observation



scrupuleuse des lois et règlements et à une fidélité à ses propres engagements, dans l'intérêt de la collectivité, autrement dit "le civisme". Pour la commune, cette infrastructure permet également de remédier aux problèmes de sécurité routière et fait suite aux recommandations et demandes, plusieurs fois adressées à la mairie par de nombreuses parties prenantes. Pour rappel, les tra-

vaux ont été réalisés entre la période du 16 juin 2020 au 23 juillet de la même année. Et est délimitée au nord par le centre médical d'Anna-Maria, au Sud par l'hôtel king Of King, à l'Est par la nationale N°1 et à l'Ouest par le centre culturel d'Agbonou. Il est composé d'une aire de stationnement des bus, d'un ensemble de sanitaire, d'une guérite et des panneaux de signalisation.



Economie post-Covid-19

La BCEAO autorise des « Obligations de Relance »

Au regard du volume exceptionnel des émissions Bons Covid-19 » en avril 2020, au début de la pandémie, les Etats, après accord de la BCEAO et en concertation avec l'Agence UMOA-Titres, vont structurer et émettre des titres dits « Obligations de Relance » (OdR) pour le financement de leurs plans de relance économique.



● Vivien ATAKPABEM

Soutien de la BCEAO à l'émission d'obligations de relance par les États membres de l'UEMOA dans le cadre de la mise en œuvre des plans de relance économique post-Covid-19. La crise sanitaire mondiale de la COVID-19 a eu des impacts majeurs sur les économies des États membres de l'UEMOA en 2020. Pour l'année 2021, les États ambitionnent de retrouver le taux de croissance économique moyen de 6,5% par an qu'ils réalisaient avant la crise. A cet effet, ils ont mis en place, dans le cadre de leur budget 2021, des plans de relance économique ambitieux. Pour le financement de ces plans, les États ont prévu de faire appel au marché financier régional et de mobiliser des ressources extérieures. L'Agence UMOA-Titres, qui a été créée par la BCEAO en 2013 pour soutenir et organiser l'émission des titres publics par adjudication sur le marché financier régional, a recueilli auprès des États membres de l'Union, leurs besoins de financement pour l'année 2021.

Ce volume de besoin est le plus important à être mobilisé sur une même année depuis la création du marché local de la dette. Au regard du volume exceptionnel de ces émissions, les Etats, après accord de la BCEAO et en concertation avec l'Agence UMOA-Titres, vont structurer et émettre des titres dits « Obligations de Relance » (OdR) pour le financement de leurs plans de relance économique, à l'image de ce qui avait été fait pour les « Bons Covid-19 » en avril 2020, au début de la pandémie. Le programme d'émission de l'année 2021 comprend ainsi des Bons du Trésor et des Obligations de Relance. Dans l'UEMOA, tous les titres publics sont admissibles automatiquement sur les guichets classiques de refinancement de la BCEAO qui fournit de la liquidité aux banques. Afin de permettre aux Etats d'émettre les Obligations de Relance à des conditions favorables, la BCEAO a mis en place un guichet spécial de refinancement dénommé « Guichet de relance » qui leur est spécifiquement destiné. Toutes les Obligations de Relance émises par les États en

2021 sur le marché des titres publics sont éligibles à ce guichet. Les banques pourront mobiliser sur ce guichet spécial des ressources pour une durée de six (6) mois renouvelable au taux minimum de soumission aux adjudications de la BCEAO, qui est actuellement de 2%. Par cette décision, la Banque Centrale entend continuer à soutenir les efforts des États dans la mobilisation des ressources financières à des conditions plus souples pour amorcer la reprise économique au niveau de l'UEMOA. Les taux d'intérêt de sortie des obligations de relance seront déterminés par le marché. Toutefois, dans un contexte où les taux d'intérêt sont en baisse sur le marché financier international, la Banque Centrale encourage fortement les Trésors nationaux et les investisseurs à ne s'accorder que sur des taux de sortie tenant compte de ce contexte. La structuration des Obligations de Relance et les facilités de refinancement mises en place par la BCEAO devraient permettre d'y parvenir.

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

**Validité de trois (03) mois**[illegible]

- n'avoir pas fait l'objet de rappels d'impôts supérieurs à 15% des impôts émis et/ou déclarés spontanément lors d'un contrôle fiscal ;
- n'avoir jamais posé un acte ou eu un agissement de nature à faire obstacle aux différentes procédures fiscales ;
- n'avoir pas subi une procédure de contentieux douanier concluante.

Ecobank Transnational Incorporated**Hervé Assah devient administrateur non exécutif**

Ecobank Transnational Incorporated (ETI), société mère du Groupe Ecobank, a annoncé le 10 février 2021, la cooptation de Hervé S. Assah, en tant qu'administrateur non exécutif indépendant de la région CEMAC, à son Conseil d'Administration.



● **Vivien ATAKPABEM**

Ressortissant du Congo Brazzaville, Hervé S. Assah possède près de quarante ans d'expérience à des postes de responsabilité dans divers domaines, notamment le conseil en investissement et en finances, le développement du commerce mondial, les partenariats public-privé sur les marchés émergents, le développement régional et la stratégie commerciale. Il est Associé Directeur d'Aequaria Capital, une société de gestion de fonds axée sur les entreprises en croissance en Afrique subsaharienne. Pendant plus de 20 ans, M. Assah a occupé des postes de haut niveau à la Banque

Mondiale, notamment celui de Spécialiste principal du développement du secteur privé au sein du Pôle mondial d'expertise en finance, compétitivité et innovation; de Directeur National et de Représentant résident pour le Togo ; de Spécialiste du développement du secteur privé et des partenariats public-privé ; et de Chargé d'investissement pour les secteurs mondiaux du pétrole, du gaz et des mines à la Société Financière Internationale du Groupe de la Banque Mondiale. M. Assah a également travaillé à la Banque Africaine de Développement en tant que Directeur National et Représentant résident pour le Nigeria et la CEDEAO ;

Vice-Président, Financement des grandes entreprises, Groupe des marchés émergents mondiaux, et Responsable de l'Afrique subsaharienne chez BNP-Paribas ; ainsi qu'Associé principal, Financement des grandes entreprises, Groupe des marchés émergents mondiaux, à la Deutsche Bank. M. Assah est titulaire d'un MBA de la Wharton School, Université de Pennsylvanie, d'un Master en économie et finances internationales de l'Université de Paris Sorbonne et d'un MBA de l'Institut Supérieur de Gestion, Ecole de Commerce à Paris. L'expérience riche et variée qu'apporte M. Assah sera un précieux atout pour le Conseil d'Administration de ETI.

Côte d'Ivoire**LafargeHolcim reçoit une délégation de l'ANDE**

Le Producteur du Ciment Bélier a répondu aux sollicitations de l'Agence Nationale de l'Environnement, venue le 11 février dernier visiter les installations du Cimentier, et échanger autour des mesures prises pour lutter contre les émanations de poussière.

LafargeHolcim Côte d'Ivoire a reçu ce 11 février à son usine du Boulevard du Port une délégation de l'Agence Nationale de l'Environnement (ANDE). Le but annoncé de cette rencontre est la visite par l'organisme public des sites industriels situés sur le Boulevard du Port, dont l'usine de LafargeHolcim. Elle fait suite à des plaintes de riverains sur la qualité de l'air dans la zone portuaire. Les représentants de l'ANDE ont été reçus par l'équipe de Direction de LafargeHolcim Côte d'Ivoire dont le directeur d'Usine M. Oswald Toupe, et la Directrice de la Communication et du Développement Durable Mme Philomène Tsoh. Ils ont présenté les différentes mesures prises par l'entreprise pour limiter les émanations de poussière sur leur site. On retient notam-



ment que depuis quatre ans, l'entreprise a investi plusieurs centaines de millions de francs CFA dans un plan destiné à moderniser son usine et à améliorer l'impact environnemental. Le dernier investissement en date est la construction d'un imposant silo destiné à stocker du clinker. Ce silo contribuera à réduire de plus de 70% le trafic des camions du cimentier alloués au transport des matières premières. La matinée s'est poursuivie avec la visite

des installations, jusqu'au sommet du silo clinker à près de 60 mètres au-dessus du sol. Au terme des échanges, les parties ont salué l'esprit collaboratif observé de part et d'autre. L'environnement fait partie intégrante des problématiques de Responsabilité Sociétale d'Entreprise de LafargeHolcim Côte d'Ivoire. L'entreprise se veut ainsi volontaire et engagée à travailler de concert avec les autorités sur ce sujet.

Avec financialafrik.com

Sahel**La BAD soutient la région face à des défis multidimensionnels**

La Banque africaine de développement (BAD) est devenue, grâce à ses multiples actions aux effets transformateurs, un partenaire de confiance des pays du Sahel confrontés à d'énormes défis. L'accompagnement de la région du Sahel répond aux priorités fixées par la Banque pour cette région, qui mise sur ses importantes opportunités, afin d'aider à réaliser son potentiel de développement.



● **Nicole ESSO**

Au fil des années, la Banque a élargi son champ d'action et adapté son intervention aux besoins de la région. Les domaines prioritaires de l'engagement de la Banque au Sahel sont les suivants : résilience et lutte contre les fragilités, développement des infrastructures, sécurité alimentaire, emploi des jeunes, autonomisation des femmes, adaptation au changement climatique, aide aux réfugiés, gouvernance, intégration régionale et lutte contre le coronavirus. Le Groupe de la Banque a ainsi fourni un appui soutenu et diversifié, ces dernières années, aux programmes de développement des pays sahéliens. En date du 30 septembre 2020, son portefeuille dans les pays du G5 Sahel comptait 105 projets pour des engagements totaux de 3,2 milliards de dollars. En réponse à la pandémie de Covid-19, la Banque a aidé ces pays à en atténuer les conséquences sanitaires, sociales et économiques, et a soutenu leurs plans de relance économique. Ainsi, la Banque a accordé un appui budgétaire d'urgence ciblé de 285 millions de dollars américains ainsi qu'un don de 20 millions de dollars au Burkina Faso, au Mali, à la Mauritanie, au Niger et au Tchad. La Banque africaine de développement est membre fondatrice de l'Alliance Sahel, avec la Banque mondiale, l'Union européenne, le Programme des Nations unies pour le développement, la France et l'Allemagne. L'Alliance Sahel, qui reçoit un appui décisif de la Banque, poursuit l'objectif d'apporter

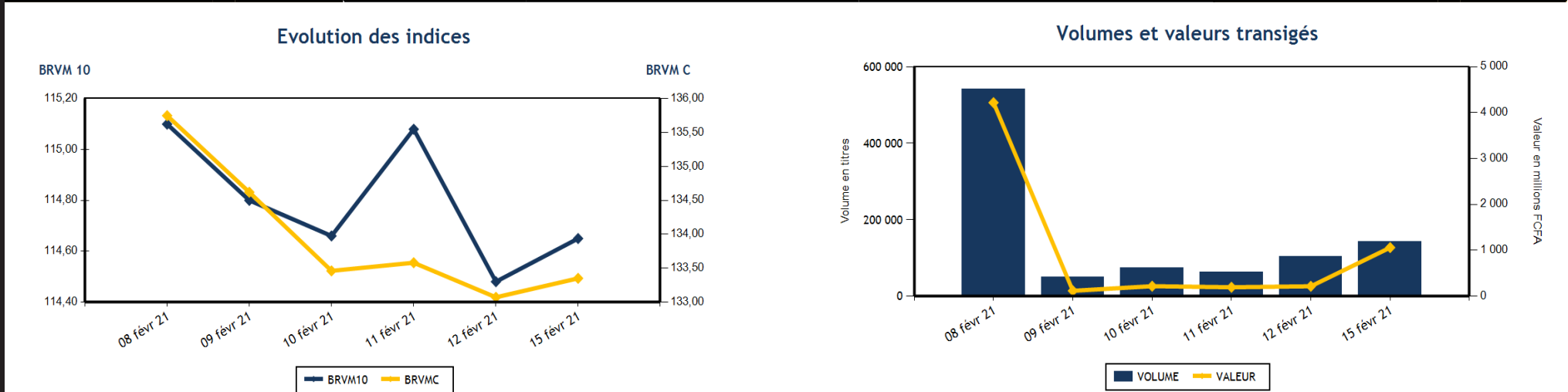
une réponse adaptée et efficace dans six secteurs prioritaires, notamment : « éducation et emploi des jeunes », « agriculture, développement rural, sécurité alimentaire », « énergie et climat », « sécurité intérieure ». Les contributions de la Banque portent notamment sur le financement du Programme d'investissements prioritaires (PIP) élaboré par le Secrétariat exécutif du G5 Sahel. En septembre 2019, le président de la Banque, Akinwumi Adesina, a lancé, lors du sommet des chefs d'État du G5 Sahel à Ouagadougou, l'initiative « Desert to power » (du désert à l'énergie), qui vise à produire 1,1 gigawatt d'énergie solaire d'ici à 2030 pour fournir de l'électricité à 250 millions de personnes dans neuf pays du Sahel.

Importants programmes transformateurs

Dans le cadre du soutien aux États fragiles, la Banque africaine de développement soutient la mise en œuvre d'importants programmes transformateurs. Au Niger, la Banque contribue à hauteur de 130 millions de dollars américains au programme phare de construction du barrage de Kandadji, dont elle est chef de file des partenaires techniques et financiers. D'un coût global d'environ 1,2 milliard de dollars américains, Kandadji est un programme intégré et stratégique de portée nationale et transfrontalière. Le programme transformera la vie de plus de trois millions de bénéficiaires directs et contribuera à une nette amélioration des conditions de vie pour dix millions de per-

sonnes. Au Mali, la Banque finance le Projet d'appui à la réinsertion socio-économique des populations du nord du Mali (PARSEP-NM), prévoit de toucher 635 000 personnes, pour un investissement total de 8,5 milliards de francs CFA. L'économie du Sahel, est régulièrement confrontée aux effets du changement climatique avec les sécheresses et inondations qui mettent à mal les moyens de subsistance des populations et accentuent davantage les conditions de vie déjà précaires. Cette situation alimente les conflits communautaires, les migrations, et fait le lit du terrorisme, de la piraterie maritime et de trafics de tous ordres. Les jeunes, confrontés à l'inactivité, sont particulièrement exposés à ces fléaux. Pour aider les pays de la région à faire face à ces défis, la Banque a octroyé plus de 2,1 milliards de dollars ces dix dernières années pour soutenir les activités du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), dont font partie les pays du G5 Sahel. À travers la stratégie de lutte contre la fragilité et de renforcement de la résilience en Afrique et la Facilité d'appui à la transition (FAT) comme instrument de financement, la Banque continuera à faire du Sahel une priorité, en augmentant son aide aux pays fragiles de la région. Il s'agit de renforcer leur résilience, de jeter les bases d'une paix durable, et d'atteindre le double objectif stratégique de croissance inclusive et verte et de réduction de l'extrême pauvreté. La Banque œuvre pour un Sahel prospère, stable et résilient.

BRVM 10	114,65	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	N° 31	lundi 15 février 2021	Site : www.brvm.org	BRVM Composite	133,35
Variation Jour	 0,15 %					Variation Jour	 0,21 %
Variation annuelle	 -12,40 %					Variation annuelle	 -8,27 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 012 974 968 756	0,21 %
Volume échangé (Actions & Droits)	52 896	-49,04 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	157 041 702	-26,02 %
Nombre de titres transigés	38	5,56 %
Nombre de titres en hausse	8	0,00 %
Nombre de titres en baisse	13	-7,14 %
Nombre de titres inchangés	17	21,43 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 790	5,28 %	-8,67 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 060	3,00 %	-6,15 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	3 900	2,23 %	5,55 %
SETAO CI (STAC)	305	1,67 %	8,93 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	8 000	1,27 %	-1,17 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	38,66	-0,59 %	6,65 %	1 083	1 067 945	70,13
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	355,95	-0,03 %	-13,28 %	10 251	98 593 285	8,45
BRVM - FINANCES	15	55,64	0,89 %	-7,25 %	30 868	42 011 917	6,27
BRVM - TRANSPORT	2	342,90	0,00 %	-9,45 %	384	536 500	6,03
BRVM - AGRICULTURE	5	108,41	-0,50 %	25,27 %	3 272	7 002 645	8,62
BRVM - DISTRIBUTION	7	197,26	-1,91 %	-12,88 %	6 938	7 798 910	11,87
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	376,33	1,67 %	8,93 %	100	30 500	4,73
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,16	
Taux de rendement moyen du marché	8,29	
Taux de rentabilité moyen du marché	12,75	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	84	
Volume moyen annuel par séance	167 989,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 041 555 334,91	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 130 105 154 529	-0,01 %
Volume échangé	90 225	20 980,61 %
Valeur transigée (FCFA)	902 251 500	22 527,32 %
Nombre de titres transigés	3	-75,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-62,50 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NESTLE CI (NTLC)	555	-7,50 %	73,44 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	405	-6,90 %	12,50 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	1 350	-3,57 %	-9,70 %
SAFCA CI (SAFC)	280	-3,45 %	0,00 %
BERNABE CI (BNBC)	580	-3,33 %	-3,33 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,50	
Ratio moyen de satisfaction	41,18	
Ratio moyen de tendance	2 747,01	
Ratio moyen de couverture	3,64	
Taux de rotation moyen du marché	0,00	
Prime de risque du marché	-1,34	
Nombre de SGI participantes	26	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Économie

La Chine devient le premier partenaire commercial de l'UE

En 2020, le commerce de l'Union européenne avec l'empire du Milieu a totalisé 586 milliards de dollars, contre 555 avec les États-Unis.



La Chine est devenue pour la première fois le premier partenaire commercial de l'Union européenne (UE) en 2020, doublant les États-Unis, grâce au rebond rapide de son économie moins affectée par la pandémie de Covid-19 que celle de ses partenaires occidentaux. Sur l'ensemble de l'année dernière, le commerce de l'UE avec la Chine a totalisé, en additionnant exportations et importations, 586 milliards de dollars (522 milliards de francs suisses), contre 555 milliards (494 milliards de francs) pour les États-Unis, selon des chiffres publiés lundi par l'institut européen des statistiques.

Hausse des importations
«Au cours de l'année 2020, la Chine était le principal partenaire de l'UE», a constaté Eurostat, dans un communiqué. Si l'UE était déjà le premier partenaire commercial de la Chine depuis 2004 – elle avait alors doublé le Japon – c'est la première fois que l'inverse est aussi vrai. Selon Eurostat, ce résultat est dû à une hausse des importations européennes en provenance de Chine (+5,6% en 2020 par rapport à 2019) ainsi que des exportations européennes vers la Chine (+2,2%). Dans le même temps, le commerce avec les États-Unis a enregistré une baisse significative tant pour

les importations (-13,2%) que les exportations (-8,2%). Rebond post-Covid
Après avoir souffert de l'épidémie de Covid-19, l'économie chinoise est repartie vigoureusement et la consommation a même dépassé en fin d'année son niveau d'il y a un an, tirant les ventes européennes, notamment dans l'automobile et les produits de luxe. Les exportations de la Chine vers l'Europe ont bénéficié d'une demande forte pour les équipements médicaux et les produits électroniques. L'UE a vu son déficit commercial s'aggraver avec la Chine. Il est passé de -164,7 milliards d'euros (-178 milliards de francs), en 2019, à -181 milliards (195 milliards de francs) l'an dernier. Le Royaume-Uni, qui ne fait plus partie de l'Union européenne, est désormais son troisième partenaire commercial, derrière la Chine et les États-Unis. Cependant, les exportations européennes vers ce pays ont chuté de 13,2% l'an dernier, et les importations de 13,9%.

(AFP)

États-Unis

Washington demande à suspendre l'interdiction de WeChat

L'administration de Joe Biden a demandé jeudi à un juge de suspendre l'examen d'une procédure engagée par son prédécesseur pour faire interdire la plateforme chinoise WeChat, après avoir fait de même la veille dans un dossier concernant l'application TikTok.

Le ministère du Commerce, qui s'occupe de ces affaires, dit avoir besoin de temps supplémentaire pour étudier certaines décisions prises sous la houlette de Donald Trump. Dans le cas de WeChat, «le ministère prévoit d'engager une évaluation des raisons ayant justifié» l'interdiction de cette plateforme appartenant à Tencent, est-il expliqué dans un document versé au dossier géré par un tribunal d'appel californien. «Le gouvernement sera alors mieux positionné pour déterminer si les menaces pour la sécurité nationale invoquées dans un décret présidentiel du 6 août, et l'objectif réglementaire de protéger la sécurité des Américains et leurs données, continuent de justifier» les restrictions demandées par Donald Trump, est-il ajouté. L'ex-locataire de la Maison-Blanche accusait en effet WeChat, une plateforme omniprésente dans la vie des Chinois via ses services de messagerie, de paiements à distance ou de réservations, et TikTok, une application de courtes vidéos particu-



lièrement populaire chez les jeunes, de récolter des données confidentielles, avant de les partager avec Pékin. Les deux entreprises rejettent ces accusations d'espionnage.

Recours

Des recours en justice ont empêché l'entrée en vigueur des interdictions prévues par les décrets et les procédures d'appel du gouvernement n'ont pas abouti à ce stade. Dans sa demande déposée jeudi, le ministère du Commerce souligne qu'après son examen du dossier, il pourrait demander à restreindre l'action judiciaire ou retirer

complètement l'appel contre la décision prise par un juge en première instance de suspendre l'interdiction demandée par l'administration Trump. Cette dernière avait aussi exigé que le groupe chinois ByteDance vende les opérations américaines de TikTok aux groupes Oracle et Walmart. Selon le Wall Street Journal, Washington a décidé a priori de ne pas forcer cette transaction, même si des discussions sont encore en cours.

(AFP)

Organisation mondiale du commerce

Ngozi Okonjo-Iweala, première femme à la tête de l'OMC

En pleine crise, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a décidé de mettre son destin entre les mains de Ngozi Okonjo-Iweala, première femme et première Africaine à occuper ce poste.



Économiste chevronnée, Ngozi Okonjo-Iweala, 66 ans, qui a été nommée lundi directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), est une des femmes les plus puissantes du Nigeria. En plus d'être la première femme à la tête de l'OMC, elle en est aussi la première dirigeante originaire d'Afrique. Ngozi Okonjo-Iweala a été nommée lundi par consensus lors d'une réunion spéciale du Conseil général de l'organisation. Elle prendra ses fonctions le 1er mars et son mandat, renouvelable, expirera le 31 août 2025. «Une OMC forte est essentielle si nous voulons nous remettre pleinement et rapidement des ravages causés par la pandémie de Covid-19. (...) Notre organisation est confrontée à de nombreux défis mais en travaillant ensemble, nous pouvons collectivement rendre l'OMC plus forte, plus agile et mieux adaptée aux réalités d'aujourd'hui», a-t-elle plaidé peu après sa nomination. Deux fois ministre des Finances et cheffe de la diplomatie du Nigeria durant deux mois, Ngozi Okonjo-Iweala a commencé sa carrière à la Banque mondiale en 1982, où elle a travaillé pendant 25 ans. En 2012, elle échoue à devenir la présidente de cette institution financière, face à l'Américano-coréen Jim Yong Kim. «Je crois qu'elle a fait du bon boulot, que ce soit au Nigeria ou dans les autres pays où elle a travaillé», déclare à l'AFP Idayat Hassan, directrice du Centre for Democracy and Development, basé à Abuja. «Elle n'est pas juste aimée au Nigeria,

elle est adorée, c'est un symbole (...) pour les femmes», ajoute Idayat Hassan. Souvent surnommée «Dr Ngozi», Ngozi Okonjo-Iweala est née en 1954 à Ogwashi Ukwu, dans l'État fédéral du Delta (ouest du Nigeria). Son père est un chef traditionnel. La candidate a cependant passé la majorité de sa vie aux États-Unis, où elle a étudié dans deux universités prestigieuses, le Massachusetts Institute of Technology (MIT) et Harvard. Si les statuts de l'OMC ne prévoient pas de rotation géographique pour le directeur général, des voix se sont élevées pour dire que c'est au tour d'un Africain ou d'une Africaine d'occuper le poste. Depuis sa création en 1995, l'OMC a été dirigée par six hommes: trois Européens, un Néo-zélandais, un Thaïlandais et un Brésilien.

Diversité

La candidature de cette femme au parcours impressionnant ne fait toutefois pas l'unanimité. «Ministre, elle a peut-être adopté quelques réformes sur la transparence, mais près d'un milliard de dollars disparaissaient chaque mois des caisses de l'État quand elle dirigeait les Finances», explique Sarah Chayes, auteure de Thieves of State (Voleurs d'État, en anglais), un livre-enquête sur la corruption à grande échelle. «Il y a une soif d'histoires positives, et à une époque où les questions de diversité se posent dans le débat public, être une femme noire joue en sa faveur», concède l'auteur américaine, mais selon elle, c'est «une honte qu'elle puisse même être retenue pour ce rôle». Ngozi Okonjo-

Iweala n'a toutefois jamais été poursuivie par la justice pour pillage des caisses de l'État, même si ses détracteurs estiment qu'elle aurait pu œuvrer davantage pour empêcher les détournements. «Elle aurait pu démissionner et mettre à nu la corruption», estime Olanrewaju Suraju, de Human and Environmental Development Agenda, une ONG nigériane. Et à ceux qui lui reprochent de manquer d'expérience dans le domaine du commerce international, elle répond: «j'ai travaillé toute ma vie sur les politiques commerciales», lors d'un séminaire via internet organisé en juillet par Chatham House, un centre de recherche britannique.

Libérale

«Plus que tout», le chef de l'OMC doit avoir «de l'audace, du courage», affirme-t-elle, estimant que le choix ne peut se faire uniquement sur les compétences techniques. Ngozi Okonjo-Iweala a été nommée en juillet envoyée spéciale de l'Union Africaine dans la lutte contre la pandémie sur le continent. Sa mission: mobiliser des soutiens à l'international pour enrayer la crise économique mondiale qui touche de plein fouet les pays africains. À la présidence de l'OMC, elle aura fort à faire dans un contexte mondial de crise économique et de crise de confiance dans l'organisation, au moment où la libéralisation du commerce mondialisé est vivement contestée. Selon elle, la montée des protectionnismes et du nationalisme à travers le monde s'est accentuée avec la crise et les barrières devraient être abaissées pour relancer l'économie. «Une façon d'assurer une offre suffisante de vaccins et son équitable distribution est de supprimer certaines barrières érigées par les lois sur la propriété intellectuelle et les transferts de technologie», défend-elle dans les pages du magazine américain «Foreign Affairs» en avril.

(AFP)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le tech	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier Les opérations financières et les transactions concernant des biens familiaux seront favorisées. Vous réaliserez aussi de bons placements à long terme, mais à condition de consulter des spécialistes.

Taureau Mars vous rendra exagérément optimiste et vous incitera à sous-estimer les difficultés financières. Alors, efforcez-vous, même devant des propositions alléchantes, de garder la tête froide et d'examiner à fond le problème, sinon vous risquez des pertes.

Gémeaux Vous vous sentirez un peu sur la corde raide. Si vous vous êtes lancé sans réfléchir en vous fiant à vos intuitions, elles pourront vous tromper au risque de vous faire prendre des engagements au-dessus de vos possibilités financières.

Cancer Saturne sera mal aspecté, mais il n'y aura aucune raison pour que cette planète se retourne contre vous. Il vous suffira d'être prévoyant en matière pécuniaire, comme l'exige Saturne, et de ne pas céder aux envies d'achats impulsifs, pour garder l'équilibre. Evidemment, cela demandera un effort.

Lion Aujourd'hui, vous allez bénéficier d'une véritable baraka au jeu. Profitez-en ! La planète Neptune donnera au hasard un coup de pouce qui peut vous faire gagner gros. Si vous êtes un spécialiste de la roulette ou du blackjack, n'hésitez pas à prendre le chemin du casino. Sinon, il vous suffira simplement d'aller gratter des tickets du Millionnaire au bureau de tabac du coin pour avoir de bonnes surprises.

Vierge Aucun changement à l'horizon ; vous devrez encore gagner votre pain à la sueur de votre front. Ne rêvez pas : Saturne et la Lune ne sont ni l'un ni l'autre des facteurs d'expansion, et ce n'est certainement pas cette fois que vous gagnerez au Loto.

Balance Avec Mars influençant votre secteur argent, vos finances vont tirer à hue et à dia, et il va vous falloir une sacrée organisation pour maintenir vos comptes en équilibre. Par chance, lorsqu'il vous arrive de vous laisser dépasser par les événements, vous savez réagir à temps pour limiter les dégâts. Gageons qu'une fois de plus, ce sera le cas, et que vous ferez face sans trop de panique aux mauvaises surprises.

Scorpion Pluton ne gênera en rien la prospérité financière ; mais lorsqu'il est, comme en ce moment, en position délicate, un retournement de tendance est possible. Tout ira bien si vous vous montrez raisonnable et faites des économies au lieu de dilapider vos réserves. Dans le cas contraire, vous aurez ensuite du mal à remonter la pente.

Sagittaire Les influx astraux de la journée vous vaudront des chances appréciables dans le maniement de l'argent et les spéculations en général. Ils avantageront également les loisirs, la vie relationnelle, les voyages ainsi que le règlement de différends en relation avec l'argent.

Capricorne Neptune en aspect favorable vous incitera à consacrer le maximum de temps à la gestion de vos biens matériels. Méfiez-vous seulement des conseils d'un de vos proches.

Verseau Votre situation financière se présentera sous les meilleurs auspices. Vous réussirez à maîtriser votre frénésie de dépenses tout en gérant efficacement vos ressources matérielles. Vous pourrez effectuer les transactions les plus profitables en ce moment.

Poissons De bonnes perspectives financières grâce à l'influence conjuguée de plusieurs planètes. Elles vous permettront de vivre dans une certaine aisance et de mettre sur pied de vastes projets. Habileté dans toute transaction avec l'étranger.

L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
+228 96 26 05 15

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANGLU
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



Société d'Etudes Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée, puis se laver les mains



SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli de
coudes en cas de toux ou éternuement



LIMITER

les contacts proches, Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
ils toussent, éternuent ou ont de
la fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIEVRES, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTES A RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège: Agoé route de la Cour d'appel (derrière IPP institut)

Tel 00(226) 22 40 40 46 / 92 06 85 06 E-mail sentogo@mail.com Lomé

Plateforme industrielle

Adétikopé pourra être prête en juin 2021

Lundi, le ministre Kodjo Adédzé en charge du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale était sur le site de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) pour s'assurer de l'évolution du chantier.



Exprimant sa satisfaction quant à la détermination de l'équipe à exécuter les travaux, il a insisté sur le respect des normes environnementales afin de garantir la sécurité des riverains. La PIA est située à Adétikopé à une vingtaine de kilomètres au nord de Lomé, la capitale togolaise. Prévue sur 400 hectares, la plateforme Industrielle d'Adétikopé sera

développée en deux phases. La PIA a la charge de la conception, du financement, de la construction et de la gestion de cette zone industrielle intégrée, qui permettra la transformation locale des richesses naturelles togolaises et leur export. La plateforme pourra être prête en juin 2021, pour accueillir un grand nombre d'entreprises (on parle déjà d'une centaine), une base logistique im-

portante pour les camions de marchandises, des services administratifs, du commerce sur place, etc. On estime l'investissement total à plus de 130 milliards de francs CFA (soit 200 millions d'euros). En plus d'offrir un cadre propice à l'implantation d'usines en vue de la transformation des produits locaux, cette plateforme comptera parmi ses nombreux services logistiques : un parking d'une capacité de 700 camions, un parc pour le stockage de conteneurs d'une capacité de 12 500 EVP, un entrepôt pour charger, décharger et transférer les conteneurs, une plateforme de stockage du coton et d'autres matières premières, une zone de 200 000 m2 dédiée aux autres activités logistiques, des routes et emprises routières.

Avec icilome.com

Mercato

Eduardo Camavinga n'est plus pressé de quitter le Stade Rennais

Jeune milieu de terrain très courtisé, Eduardo Camavinga n'exclut pas de prolonger. Et même de rester une saison de plus en Bretagne.

Jeune prodige du Stade Rennais, Eduardo Camavinga (18 ans) est annoncé partant depuis plusieurs mois. Mais le 28 janvier dernier, à l'occasion d'une banale conférence de presse d'avant-match, le milieu de terrain avait scotché l'assistance en déclarant qu'il était prêt à prolonger son contrat (qui s'achève en 2022). « Est-ce que je pourrais prolonger ? Oui. En ai-je envie ? Oui. Qu'est-ce qui bloque ? Je ne sais pas, il y a des négociations. Si vous voulez parler de ça, il y a mon père. C'est une réflexion sur tout. » Des propos qui ont sans doute ravi les supporters du SRFC puisqu'un départ était annoncé comme inéluctable en fin de saison. Oui mais voilà, le dossier Camavinga pâtit aussi de la crise économique liée à la pandémie de coronavirus. Et ça, l'inter-



national tricolore (3 sélections, 1 but) semble l'avoir bien compris.

Camavinga serait prêt à patienter

AS révèle en effet que le Rennais espère toujours rallier le Real Madrid. Mais pas question de se presser. En effet, alors que la presse espagnole évoquait l'intention de la Casa Blanca d'enrôler Kylian Mbappé et Camavinga le même été, le jeune milieu et son entourage estiment qu'il est peut-être temps de prendre son mal en patience. Ils savent

que le Real n'échappe pas aux réalités économiques et ils semblent prêts à attendre. Mais ce n'est pas tout. Lancé dans le grand bain du monde professionnel lors de la saison 2018/2019, Camavinga a vécu une ascension XXL. Un coup d'accélérateur qu'il a parfois eu du mal à encaisser. Continuer à emmagasiner de l'expérience dans son club de toujours et peut-être prolonger afin de négocier un beau transfert dans un an serait donc sa nouvelle ligne de conduite.

Avec footmercato.net

Mini-réseaux solaires

Eranove sélectionné pour mener trois projets en RDC

Aux côtés des sociétés Gridworks et AEE Power Ventures, le Groupe Eranove franchit un nouveau cap dans son développement panafricain et industriel avec la notification obtenue de l'adjudication provisoire pour la conception, le développement, le financement, la construction, l'exploitation, l'entretien et la maintenance de trois mini-réseaux solaires dans les villes de Gemena, Bumba et Isiro, dans le nord de la République démocratique du Congo, pour une durée de 25 ans.



Nicole ESSO

L'issue d'un appel d'offres international lancé en janvier 2019, ce projet « Essor » lancé par le Ministère de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques (MERH) et piloté par l'unité de coordination et de gestion de projet (UCM) va permettre d'approvisionner 460 000 habitants dans les trois localités. Les villes de Gemena, Bumba et Isiro ont été choisies notamment pour leur dynamisme économique ainsi que l'absence de solutions alternatives opérationnelles fiables, abordables et propres d'électrification à court et moyen terme. Outre le Groupe Eranove en charge de l'exploitation, de la maintenance des ouvrages de production et de distribution et de la commercialisation, ce consortium international réunit Gridworks, plateforme de développement et d'investissement spécialisée dans le transport et la distribution d'électricité hors réseau en Afrique détenue à 100 % par la Banque de développement britannique (CDC), et le Groupe AEE Power Ventures présent dans 13 pays africains dans le secteur de la construction des infrastructures électriques. « La présence de plusieurs acteurs sur ce projet constitue plus largement l'une des clés du succès à l'échelle du continent car elle permet de combiner expertises locales,

africaines et internationales au bénéfice des populations et d'apporter des solutions sur mesure et adaptées aux besoins de chaque pays », explique Marc Albérola, Directeur Général du Groupe Eranove. Avant d'ajouter : « Le Groupe Eranove est très heureux d'être partie prenante de ce projet Essor en République démocratique du Congo. Les mini-réseaux synthétisent parfaitement le modèle vertueux que le Groupe promeut sur le continent puisqu'ils permettent d'approvisionner en énergie des zones qui en sont dépourvues isolées, de pallier le déficit d'infrastructures tout en assurant une continuité de l'accès à l'électricité et des services de qualité. Cette innovation constitue une complémentarité aux réseaux interconnectés à fort potentiel pour répondre aux défis du développement économique et social et de lutte contre le réchauffement climatique. Le programme Essor permet en effet d'apporter un accès pérenne à une énergie nécessaire pour améliorer les conditions de vie et accroître les opportunités d'activités économiques. Il permettra aussi de développer les conditions d'accès aux services également essentiels que sont l'eau potable, l'assainissement, l'internet ou l'intranet, la formation (e-learning) et la santé pour les 460 000

habitants de la République démocratique du Congo concernés. Nous tenons à remercier les autorités du pays et nos partenaires du consortium pour leur confiance. » Le projet Essor est une initiative du gouvernement de la République démocratique du Congo en partenariat avec le gouvernement britannique. Un financement de 100 millions de dollars américains (82 millions d'euros) sera mobilisé par le consortium pour le déploiement des trois sites. Le projet prévoit à terme d'équiper 23 localités supplémentaires alors que la République démocratique du Congo ambitionne de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 17 % d'ici 2030. Dans une approche également de partenariat public-privé, solide et pérenne, le Groupe Eranove exploite et développe plusieurs projets en Côte d'Ivoire (centrale d'Atinkou à cycle combiné gaz-vapeur de 390 MW), au Gabon (centrales hydroélectriques de Ngoulmendjim et de Dibwangui, 73 MW et 15 MW, et usine d'eau potable d'Orédo de 140 000 m3/jour), au Togo (centrale de Kékéli à cycle combiné gaz-vapeur de 65 MW), au Mali (centrale hydroélectrique de Kénié de 56 MW) et à Madagascar (centrale hydroélectrique de Sahofika de 192 MW). En Côte d'Ivoire également, la filiale du Groupe Eranove de gestion de service public, la Compagnie Ivoirienne d'électricité (CIE), opère pour le compte de l'Etat de Côte d'Ivoire, le Programme Electricité Pour Tous (PEPT) qui a permis de raccorder 768 000 foyers en 5 ans aux services d'électricité avec des branchements-abonnements et des kits d'installation à coût réduit.

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

